



Mairie de Lautrec

Envoyé en préfecture le 07/05/2025

Reçu en préfecture le 07/05/2025

Publié le 07/05/2025

ID : 081-218101392-20250506-DECISION2025\_6-AR



## DECISION DU MAIRE

**Décision n° 2025-6**

### **MARCHE DE TRAVAUX –REPLACEMENT VOLETS ROULANTS GROUPE SCOLAIRE**

Le Maire de la Commune de Lautrec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2122-22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2020-47 en date du 16 juillet 2020 alinéa 4 donnant délégation au maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Considérant la nécessité de remplacer des volets roulants défectueux au groupe scolaire « Jean-Louis ETIENNE »  
Considérant l'offre de l'entreprise BERTR'ALU ayant son siège 431 Route de Fustery 81440 Lautrec

Considérant les crédits inscrits au budget en cours de la commune

### DECIDE

#### Article 1 :

- de valider l'offre de l'entreprise BERTR'ALU ayant son siège 431 Route de Fustery 81440 Lautrec pour le remplacement de volets défectueux au groupe scolaire « Jean-Louis ETIENNE » pour un montant 2 513.60€ HT.

Article 2 : La présente décision sera inscrite au registre des décisions de la Commune.

Fait à Lautrec le 06 mai 2025

**Le Maire,  
Thierry Bardou**



Mise en ligne :

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Toulouse peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa notification et/ou de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ; -deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai